

Art. 13 :

Le président de la commission nationale d'agrément est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 10 juin 2010

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Adj. Oteth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics,
Tchamdja ANDJO

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 005/MEF/MTP du
10 juin 2010**

**Portant fixation des conditions de délivrance et de
retrait de l'agrément pour les consultants et les
entreprises de travaux hydrauliques et
d'assainissement**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ; --

Vu la loi n° 20991013 du 30 juin 2009 relative aux marches publics et delegations de service public ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2010-035/PR du 07 mai 2010 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2009-003/PR du 14 janvier 2009 fixant les critères et modalités d'octroi et de retrait de l'agrément habilitant les entreprises de bâtiment et de travaux publics à participer à la réalisation des marches publics en République togolaise ;

Vu l'arrêté interministeriel n° 06/MEF/MTPT du 28 août 2009 portant nomination des membres de la commission nationale d'agrément des entreprises de bâtiment et des travaux publics ;

Sur proposition de la commission nationale d'agrément, ,

ARRETEMENT :**Article premier : OBJET**

Le présent arrêté fixe les conditions d'obtention de l'agrément pour les consultants et les entreprises nationales

spécialisés dans la réalisation des études, dans le contrôle et dans l'exécution des travaux hydrauliques et d'assainissement au Togo.

Art. 2 : CONSISTANCE DES ETUDES, DU CONTROLE ET DES TRAVAUX**2.1. Les études**

Les études prennent en compte les cas suivants :

- les études de faisabilité socio-économique et environnementale ;
- les études techniques ;
- les études d'élaboration des dossiers d'appel d'offres pour l'exécution des travaux ;
- les études institutionnelles, organisationnelles et procédurales dans le domaine ;
- et d'autres prestations intellectuelles et expertise liées aux travaux d'hydrauliques et d'assainissement.

2.2. Le contrôle

Le contrôle prend en compte les cas suivants :

- la supervision des travaux ;
- les audits ;
- et les autres prestations intellectuelles et d'expertise en matière de contrôle liées aux travaux hydrauliques et d'assainissement.

2.3. Les travaux hydrauliques

Les travaux hydrauliques sont classés par corps d'état notamment :

- 1- réservoir d'eau ;
- 2- ouvrage en béton armé (superstructure ; des pompes manuelles, bornes fontaines... ;
- 3- canalisations et caniveaux ;
- 4- puits à grands/petits diamètres ;
- 5- équipements hydrauliques et électromécaniques ;
- 6- forages, sondages et injections ;
- 7- stations de traitement et d'épuration ;
- 8- digues et barrages ;
- 9- équipements géographiques ;
- 10- équipements géophysiques ;
- 11- réseau d'irrigation et de drainage ;
- 12- bassin de rétention d'eau ;
- 13- équipements hydrauliques, hydrogéologiques, électromécaniques, hydrologiques ;
- 14- électronique, maintenance de matériels mécaniques et électriques ;
- 15- fracturation hydraulique ;

- 16- courant fort (electricite d'équipement, groupe électrogène, bache a eau, chateau d'eau, cite me,...) ;
17- divers.

2.4. Les travaux d'assainissement

Les travaux d'assainissement sont classes par corps d'etat, notamment :

- 1- tunnel-d'evacuation ;
- 2- egout en buse DN > 600 mm ;
- 3- **dragage**, drainage, traitement et aménagement des plans d'eau ;
- 4- canalisation DN < 600 mm ;
- 5- canaux et caniveaux ;
- 6- ouvrages en **béton** arme (regard, avaloir...) ;
- 7- station de pretraitement, d'epuration et de recyclage des eaux usees ;
- 8- station de traitement des boues ;
- 9- station de traitement et d'enfouissement technique des dechets **solides** ;
- 10- **curage** de caniveaux, canaux et egouts ;
- 11- station de **pompage** et de **relevage** ;
- 12- **bassin** de retention ;
- 13- station de monitoring informatise, electronique, suivi et maintenance des materiels electromecaniques ;
- 14- courant fort (**electricité** d'équipement, groupe électrogène, station de traitement et de recyclage; station de **pompage**...) ;
- 15- divers.

Art. 3 : CLASSIFICATION

En dehors des exigences de materiels, **les** bureaux d'etudes, de **contrôle** et les entreprises d'execution des travaux, capables de realiser les **projets** hydrauliques et d'**assainissement** cites a l'article 2 ci-dessus, sont classes dans les categories suivantes :

3.1. Les bureaux d'etudes et de contrôle,

Categorie A1 : Les bureaux de consultant realisant les prestations d'etude et de **contrôle** d'entretien courant, d'**aménagement**, de rehabilitations ou de construction de caniveaux ou canalisation.

Categorie A2 : Les bureaux d'etudes et de **contrôle** realisant les prestations d'etude et de **contrôle** d'entretien courant, d'amenagement, de rehabilitation ou de construction d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement.

3.2. Les entreprises d'execution de travaux

Categorie Grande Entreprise (G.E.) : cette categorie d'entreprise peut realiser **tous** les travaux hydrauliques et d'**assainissement** dont la masse depasse 450.000.000 F CFA.

Categorie Moyenne Entreprise (M.E.) : cette categorie d'entreprises peut **realiser** les travaux comme forage, sondage, injection, puits hydraulique, digue et barrage dont la masse est inferieure a 450.000.000 F CFA.

Categorie Petite Entreprise (P.E.) : cette categorie d'entreprises peut realiser des travaux d'entretien, de caniveaux ou canalisation, des travaux de rehabilitation, de maintenance, d'exploitation des ouvrages hydrauliques dont la masse est inferieure a 100.000.000 F CFA.

Art. 4 : REVISION DES CRITERES DE CLASSIFICATION

Les criteres de classification des bureaux et entreprises cites a l'article 3 ci-dessus, font l'objet d'une revision quinquennale.

Art. 5 : DEMANDE D'AGREMENT

Les dossiers de demande d'agrement adresses au **ministre de l'Economie** et des Finances comportent :

- a) **les** statuts du bureau ou de l'entreprise ;
- b) la copie **légalisée** du **Registre** du Commerce et du Credit Mobilier (RCCM) ;
- c) **le** numero d'identification fiscale ;
- d) **le** montant du capital **social** (**pour les sociétés**) ;
- e) les coordonnees completes du bureau ou de l'entreprise, se decomposant comme suit :

- la raison sociale du bureau ou de l'entreprise ;
- adresse **postale** ;
- adresse physique (plan **complet** de situation, et de coordonnée (géographique) ;
- **numéro** de telephone fixe, cellulaire ou autre ;
- numero de fax ;
- adresse electronique ;

- f) **les** nom, prenom et qualite de la personne **habilitée** a représenter **le** bureau ou l'entreprise et les pieces justificatives de cette **représentation** ;

- g) un etat detaille du personnel **propre** au bureau ou à l'entreprise (justifie par la CNSS), **le curriculum vitae** et les **copies légalisées** des **diplômes** du personnel d'**encadrement** (se référer à l'annexe) ;

- h) une declaration sur l'honneur **certifiant** que **les dirigeants** du bureau ou de l'entreprise ne sont pas sous le coup

d'une incapacite d'exercer, et cela doit Qtre delivree par une juridiction de l'Etat ;

- i) l'autorisation d'installation du bureau ou de l'entreprise et la carte d'operateur economique en cours de validite ;
- j) les originaux des attestations datees de moins de trois (3) mois a la date de depdt, indiquant que le postulant est en regle vis-a-vis des impdts (quitus fiscal), de l'inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) et de la Caisse Nationale de Securite Sociale (CNSS) ;
- k) la liste du materiel et de l'outillage appartenant au bureau ou a l'entreprise, accompagnee d'un rapport d'evaluation etabli par la direction du transport routier ou par un expert industriel mecanique agree par le ministre de l'Economie et des Finances et par celui des Travaux publics et des Transports. (se referer a l'annexe) ;
- l) toute justification prouvant que le candidat est techniquement et financieurement en mesure de realiser les etudes et contrôles ou d'executer les travaux de la categorie pour laquelle, il demande son classement comme bureau ou entreprise qualifié(e) (se referer a l'annexe) ;
- m) le casier judiciaire du demandeur de l'agrement date de moins de trois (3) mois a la date de son depdt ;
- n) un document bancaire justifiant les moyens financiers du demandeur d'agrement.

Art. 6 : DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature adresses au ministre de l'Economie et des Finances sont deposes au secrétariat de la commission nationale d'agrement.

Art. 7 : DELIVRANCE DE L'AGREMENT

L'agrement technique est accorde par arrêté conjoint du ministre de l'Economie et des Finances et celui des Travaux publics.

Il mentionne la categorie du bureau ou de l'entreprise.

Il n'est delivre a un même bureau qu'un seul agrement, même s'il est classé dans plusieurs categories. Il en est de même pour les entreprises.

Le titulaire d'un agrement pour un bureau d'etudes ne peut en aucun cas, Qtre agree pour une entreprise de travaux, dans le même domaine, et inversement.

Art. 8 : DUREE DE L'AGREMENT

L'agrement delivre a un bureau ou a une entreprise, au titre du present arrêté, est valable pour trois (3) ans, a compter de la date de sa signature...

Tout bureau ou entreprise titulaire d'un agrement dans une categorie donnée, et qui souhaite se maintenir dans cette derniere, doit obligatoirement, apres trois (3) ans, refaire une demande dans les mêmes conditions decrites a l'article 5 ci-dessus.

Tout changement de catégorie doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'agrement adreesee au ministre de l'Economie et des Finances, avec les justifications necessaires.

Art. 9 : OBLIGATIONS DES BUREAUX OU DES ENTREPRISES AGREES

Tout bureau ou toute entreprise titulaire d'un agrement doit fournir a la fin de chaque année, et au plus tard le 30 juin de l'annee qui suit, au secretariat de la commission nationale d'agrement.

- un rapport sur son bureau ou son entreprise, comportant le chiffre d'affaires certifie par le service des impdts et les informations techniques suivant les formulaires de l'Administration (se referer a l'annexe) ;
- un rapport sur les actions de formation de son personnel.

Toutefois ce dernier alinea ne constitue une obligation, qu'a compter de la troisieme année de la delivrance de l'agrement.

Art. 10 : LES SANCTIONS

L'agrement d'un bureau ou d'une entreprise peut Qtre retire a titre temporaire, notamment dans les cas suivants :

- malfaçons graves et repetees dans l'execution des travaux qui lui sont confies ;
- defaillance et carence du bureau ou de l'entreprise dans l'execution des travaux ayant fait l'objet de plus de deux (2) mises en demeure ;
- deux (2) resiliations de marches aux torts du bureau ou de l'entreprise.

Toutefois, le retrait temporaire de l'agrement ne peut, en aucun cas excéder un an.

L'agrement peut egalement Qtre retire definitivement a tout bureau ou entreprise :

- ayant fait l'objet de deux retraits provisoires durant la période de validité de l'agrément ;
- en cas de procédure collective de liquidation des biens ;
- en cas de faux et usage de faux.

Pour les entrepreneurs ou consultants, l'agrément peut aussi être définitivement retiré en cas de condamnation pour délit à plus de trois (3) mois d'emprisonnement ferme pour corruption ou entente collusive, faux témoignage, abus de confiance ou escroquerie.

Art. 11 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les bureaux ou entreprises exerçant dans le domaine des travaux hydrauliques, inscrits au registre des petites et moyennes entreprises de la direction générale des travaux publics avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, disposent de six (06) mois pour se conformer aux présentes dispositions.

Art. 12 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent arrêté qui abroge et remplace toutes les dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 13 : DISPOSITION FINALE

Le président de la commission nationale d'agrément est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 10 juin 2010

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adj. Otéth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics
Tchamdja ANDJO

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 006 /MEF/MTP
du 10 juin 2010**

**portant fixation des conditions de délivrance et de
retrait de l'agrément pour les consultants et les
entreprises de travaux d'infrastructures routières**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 20091013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;
Vu le décret n° 2010-035/PR du 07 mai 2010 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement ;
Vu le décret n° 2009-003/PR du 14 janvier 2009 fixant les critères et modalités d'octroi et de retrait de l'agrément habilitant les entreprises de bâtiment et de travaux publics à participer à la réalisation des marchés publics en République togolaise ;
Vu l'arrêté interministeriel n° 06/MEF/MTP du 28 août 2009 portant nomination des membres de la commission nationale d'agrément des entreprises de bâtiment et de travaux publics ;
Sur proposition de la commission nationale d'agrément ;

ARRETEMENT :

Article 1 : OBJET

Le présent arrêté fixe les conditions d'obtention d'agrément, pour les consultants (bureaux d'études et de contrôle) et les entreprises nationales spécialisés dans la réalisation des études, dans la réalisation du contrôle et dans l'exécution des travaux d'infrastructures routières au Togo.

Art. 2 : CONSISTANCE DES ETUDES, DU CONTROLE ET DES TRAVAUX

2.1. Les études

Cette catégorie comprend :

- les études de faisabilité socio-économique et environnementale ;
- les études techniques d'exécution ;
- les études de collaboration des dossiers d'appel d'offres pour l'exécution des travaux ;
- les études institutionnelles, organisationnelles et procédurales dans le domaine ;
- et d'autres prestations intellectuelles et d'expertises liées aux infrastructures routières.

2.2. Le contrôle

Cette catégorie comprend :